

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2008 — 2445

[2008/202568]

23 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 septembre 2005 relatif à l'adoption internationale

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 30 avril 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique "Kind en Gezin" (Enfance et Famille), modifié par les décrets des 2 juin 2006 et 22 décembre 2006;

Vu le décret du 15 juillet 2005 réglant l'adoption internationale d'enfants;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 septembre 2005 relatif à l'adoption internationale, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 6 octobre 2006 et 26 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 23 mai 2008;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'augmentation de la subvention de base expire le 31 décembre 2007 conformément à l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 octobre 2006 modifiant la réglementation sectorielle relative à l'adoption dans le cadre de la Meilleure Politique administrative et doit être prolongée sans délai afin d'éviter une détérioration des services assurés aux candidats à l'adoption;

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 septembre 2005 relatif à l'adoption internationale, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 octobre 2006, le septième alinéa est remplacé par ce qui suit :

"Le subventionnement visé à l'article 24, deuxième et troisième alinéas, est adapté en 2008 de la façon suivante :

1° CAW De Mare : 265.243 euros;

2° CAW De Viersprong : 163.815 euros;

3° CAW Mozaïek : 214.529 euros;

4° CAW Sonar : 214.529 euros;

5° CAW De Visserij : 214.529 euros.

En outre, il est accordé au service d'enquête sociale, dans les limites des crédits disponibles, par enquête sociale réalisée en 2008 au-delà du nombre annuel fixé ci-après, une subvention supplémentaire de 1.537 euros (mil cinq cent et trente-sept euros) :

1° CAW De Mare : 132;

2° CAW De Viersprong : 66;

3° CAW Mozaïek : 99;

4° CAW Sonar : 99;

5° CAW De Visserij : 99. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'Assistance aux Personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mai 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

S. VANACKERE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2446

[2008/202625]

15 JUILLET 2008. — Décret modifiant le Livre III, Titre III, Chapitre II du Code de la démocratie locale et de la décentralisation du 22 avril 2004 fixant les règles du financement général des communes wallonnes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les articles L1332-27 à L1332-31 du Chapitre II, du Titre III, du Livre III, de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sont abrogés.

Les articles L1332-1 à L1332-26 du Chapitre II, du Titre III, du Livre III, de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. L1332-1. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique à toutes les communes de la Région, à l'exclusion des communes de la région linguistique de langue allemande.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, les statistiques s'entendent exclusion faite des données relatives aux communes situées sur le territoire de la région linguistique de langue allemande.

§ 3. Au sens du présent chapitre, on entend par :

— la Région : la Région à l'exclusion des communes de la région linguistique de langue allemande;

- l'année de répartition : l'année budgétaire;
- le compte CRAC : le compte régional pour l'assainissement des communes et des provinces ouvert auprès de l'institution financière contractante, créé par le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, et ses modifications ultérieures;
- les logements publics ou subventionnés :
 - * les logements de transit ou d'insertion créés et occupés comme tels;
 - * les logements gérés ou mis en location par la (les) société(s) de logement de service public (SLSP) sise(s) sur le territoire communal;
 - * les logements sociaux ou moyens qui ont été vendus par la SLSP ou un pouvoir local depuis dix ans (1998);
 - * les logements mis en location appartenant à la commune, au C.P.A.S. ou à la Régie autonome;
 - * les logements pris en gestion par une agence immobilière sociale (AIS), une association de promotion du logement (APL), une SLSP ou une ASBL;
 - * les logements réalisés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie (FLW);
 - * les logements gérés par l'Office central d'Action sociale et culturelle du Ministère de la Défense (OCASC);
- à l'exception des chambres des maisons de repos et de soins;
- le programme d'actions : le programme bisannuel d'actions en matière de logement que chaque commune est tenue d'élaborer en vertu de l'article 188 du Code wallon du Logement (CWL), approuvé par le Gouvernement en application de l'article 189 du CWL;
- les logements éligibles : l'ensemble des logements repris dans le programme d'actions;
- le ratio logement : le rapport, exprimé en pour cent, de logements publics ou subventionnés et le nombre total de ménages.

§ 4. Dans le présent chapitre, le pourcentage d'évolution s'entend du taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée.

En attendant la fixation définitive de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée, les montants sont adaptés au taux estimé de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée, comme il est prévu par le budget économique visé à l'article 108, g, de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

Art. L1332-2. Il est institué, à charge du budget des recettes et dépenses de la Région :

- une dotation générale annuelle dénommée Fonds spécial de l'Aide sociale (FSAS) et destinée à financer les centres publics d'action sociale de la Région;
- une dotation générale dénommée Allocation CRAC et destinée à financer le Compte CRAC;
- une dotation générale annuelle dénommée Fonds des communes et destinée à financer les communes de la Région, conformément aux critères définis dans le présent chapitre.

Art. L1332-3. Le Fonds spécial de l'Aide sociale est fixé annuellement à un montant au moins égal à celui de l'année précédente, adapté du pourcentage d'évolution, lequel est majoré d'un pour cent à partir de 2010. Il est de 47.030.800 euros pour l'année de répartition 2008.

Art. L1332-4. Un montant est attribué annuellement à l'Allocation CRAC. Il est de 30.616.000 euros dont 10.616.000 euros sont adaptés, à partir de l'année de répartition 2009, au pourcentage d'évolution, lequel est majoré d'un pour cent à partir de 2010.

Art. L1332-5. Le Fonds des communes est fixé annuellement à un montant au moins égal à celui de l'année précédente, adapté du pourcentage d'évolution, lequel est majoré d'un pour cent à partir de 2010. Il est de 928.370.000 euros pour l'année de répartition 2008.

Art. L1332-6. Le Fonds des communes est une dotation libre de toute affectation particulière. Le recours à des critères liés à certaines activités exercées par les communes n'altère en rien ce caractère.

Art. L1332-7. Le Fonds des communes est réparti selon les règles et l'ordre définis dans les articles suivants.

Art. L1332-8. § 1^{er}. Il est octroyé à chaque commune une dotation minimale d'un montant repris en annexe 2 du présent Code.

§ 2. Pour l'année de répartition 2008, la dotation minimale est égale au montant repris en annexe 2 du présent Code. La dotation minimale diminue ensuite chaque année d'un vingtième du montant initial repris en annexe 2.

Art. L1332-9. Après déduction de la dotation minimale visée à l'article L1332-8, le solde du Fonds des communes est réparti en cinq dotations auxquelles correspondent les enveloppes budgétaires suivantes :

- 1) 30 pour cent attribués à la dotation Péréquation fiscale;
- 2) 53 pour cent attribués à la dotation Externalités;
- 3) 7 pour cent attribués à la dotation Logements publics ou subventionnés;
- 4) 5,5 pour cent attribués à la dotation Densité de population;
- 5) 4,5 pour cent attribués à la dotation chef-lieu d'arrondissement ou de province.

Art. L1332-10. La dotation Péréquation fiscale est constituée de deux tranches :

- 1) la tranche Péréquation de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, équivalente à 22 pour cent du solde du Fonds des communes;
- 2) la tranche Péréquation de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier, équivalente à 8 pour cent du solde du Fonds des communes.

Art. L1332-11. § 1^{er}. La tranche Péréquation de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est répartie entre les communes dont le potentiel fiscal est inférieur au potentiel fiscal de la Région pour un exercice donné.

Le potentiel fiscal de la commune est la valeur, par habitant, d'un pour cent du produit global de l'impôt des personnes physiques, à l'exclusion du produit de la taxe communale additionnelle, enrôlé au cours d'un exercice d'imposition sur le territoire de la commune.

Le potentiel fiscal de la Région est la valeur, par habitant, d'un pour cent du produit global de l'impôt des personnes physiques, à l'exclusion du produit des taxes communales additionnelles, enrôlé au cours d'un exercice d'imposition sur le territoire de la Région.

§ 2. Le poids de chaque commune, dans la tranche, est établi selon la formule :

$$\text{IPP} = (\text{Potentiel IPP Région} - \text{Potentiel IPP commune}) * \text{Taux commune} * \text{Population}$$

où

- Potentiel IPP Région est le potentiel fiscal de la Région;
- Potentiel IPP commune est le potentiel fiscal de la commune;
- Taux commune est le taux communal de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques;
- Population est le nombre d'habitants de la commune.

§ 3. L'enveloppe budgétaire allouée à cette tranche est répartie proportionnellement entre les communes sur la base du poids obtenu pour chaque commune, en application du § 2.

§ 4. Les statistiques utilisées pour la répartition de la tranche Péréquation de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques sont les suivantes :

- 1) le produit de l'impôt des personnes physiques de l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède l'année de répartition;
- 2) le nombre d'habitants au 1^{er} janvier de l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède l'année de répartition;
- 3) le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques relatif à l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède l'année de répartition.

Art. L1332-12. § 1^{er}. La tranche Péréquation de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier est répartie entre les communes dont le potentiel fiscal est inférieur au potentiel fiscal de la Région pour un exercice donné.

Le potentiel fiscal de la commune est la valeur, par habitant, de cent centimes additionnels du revenu cadastral total imposable des biens ordinaires bâtis et non bâtis situés sur le territoire communal.

Le potentiel fiscal de la Région est la valeur, par habitant, de cent centimes additionnels du revenu cadastral total imposable des biens ordinaires bâtis et non bâtis situés sur le territoire de la Région.

§ 2. Le poids de chaque commune, dans la tranche est établi selon la formule :

$$\text{PrI} = (\text{potentiel PrI Région} - \text{potentiel PrI commune}) * (\text{taux commune}/100) * \text{population}$$

où

- Potentiel PrI Région est le potentiel fiscal de la Région;
- Potentiel PrI commune est le potentiel fiscal de la commune;
- Taux commune est le taux communal de la taxe additionnelle au précompte immobilier;
- Population est le nombre d'habitants de la commune.

§ 3. L'enveloppe budgétaire allouée à cette tranche est répartie proportionnellement entre les communes sur la base du poids obtenu pour chaque commune, en application du § 2.

§ 4. Les statistiques utilisées pour la répartition de la tranche Péréquation de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier sont les suivantes :

- 1) le montant total du revenu cadastral imposable des biens ordinaires bâtis et non bâtis au 1^{er} janvier de l'avant-dernière année qui précède l'année de répartition;
- 2) le nombre d'habitants au 1^{er} janvier de l'avant-dernière année qui précède l'année de répartition;
- 3) le taux de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier relatif à l'avant-dernière année qui précède l'année de répartition.

Art. L1332-13. § 1^{er}. La dotation Externalités est répartie entre les communes à partir de leur niveau de dépenses normées.

Le niveau des dépenses normées d'une commune est déterminé sur base de sa population, pondéré par le rapport entre les taux d'imposition des taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et au précompte immobilier de la commune concernée et les taux d'imposition moyens de la Région.

§ 2. Pour chaque commune, les dépenses normées sont calculées selon la formule :

$$\text{Dépenses normées} = [A + (B * \text{population}) + (C * \text{population} * \text{population})] * (\text{taux IPP commune}/\text{taux IPP moyen}) * (\text{taux PrI commune}/\text{taux PrI moyen})$$

où

- A est égal à - 243.985,9;
- B est égal à 794,5123;
- C est égal à 0,005604;
- population est le nombre d'habitants de la commune;
- taux IPP commune est le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;
- taux IPP moyen est la moyenne régionale des taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;
- taux PrI commune est le taux de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier;
- taux PrI moyen est la moyenne régionale des taux de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier.

§ 3. L'enveloppe budgétaire allouée à cette dotation est répartie proportionnellement entre les communes sur la base du poids obtenu pour chaque commune, en application du § 2.

§ 4. Les statistiques utilisées pour la répartition de la dotation Externalités sont les suivantes :

- 1) le nombre d'habitants au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de répartition;
- 2) le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques relatif à l'exercice d'imposition qui précède l'année de répartition;
- 3) le taux de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier relatif à l'exercice d'imposition qui précède l'année de répartition.

Art. L1332-14. La dotation Logements publics ou subventionnés est constituée de deux tranches : la tranche Stock et la tranche Bonus dont les pourcentages du solde dans le Fonds des communes évoluent comme suit :

Années de répartition	Tranche Stock	Tranche Bonus
2008-2009	3,50 %	3,50 %
2010-2011	4,00 %	3,00 %
2012-2013	4,50 %	2,50 %
2014-2015	5,00 %	2,00 %
2016-2017	5,50 %	1,50 %
A partir de 2018	6,00 %	1,00 %

Art. L1332-15. § 1^{er}. La tranche Stock bénéficie aux communes dont le ratio logement est supérieur ou égal à dix pour cent.

§ 2. Le poids de chaque commune, dans la tranche est établi selon la formule :

Stock = LP pondéré commune / Somme LP pondérés communes

où LP pondéré commune = LP commune * ((Loyer base- Loyer inoccupés) / Loyer perçu)

où :

— LP commune est le nombre de logements publics ou subventionnés de la commune; ce nombre est plafonné au nombre équivalent à vingt pour cent du nombre de ménages;

— Loyer base est le total des loyers de base de tous les logements sociaux établis sur le territoire de la commune;

— Loyer inoccupés est le total des loyers des logements sociaux inoccupés;

— Loyer perçu est le total des loyers des logements sociaux réellement perçus;

— Somme LP pondérés communes est la somme des LP pondérés des communes bénéficiant de la tranche.

§ 3. L'enveloppe budgétaire allouée à cette tranche est répartie proportionnellement entre les communes sur la base du poids obtenu pour chaque commune, en application du § 2.

§ 4. Les statistiques utilisées pour la répartition de la tranche Stock sont les suivantes :

1) le nombre, repris dans le dernier programme d'actions, de logements publics ou subventionnés existant sur le territoire de la commune au 1^{er} janvier de l'avant-dernière année qui précède la première année de ce dernier programme d'actions;

2) le nombre, repris dans le dernier programme d'actions, de ménages de la commune au 1^{er} janvier de l'avant-dernière année qui précède la première année de ce dernier programme d'actions;

3) les loyers visés au § 2, alinéa 2, se rapportent au 1^{er} janvier de l'avant-dernière année qui précède la première année du dernier programme d'actions.

Art. L1332-16. § 1^{er}. La tranche Bonus bénéficie aux communes dont le ratio logement est inférieur à 10 % :

1) pour les communes dont le ratio logement est égal ou supérieur à cinq pour cent, le programme d'actions doit comporter la création d'au moins un logement éligible;

2) pour les communes dont le ratio logement est inférieur à cinq pour cent, le programme d'actions doit comporter la création de logements éligibles de minimum cinq pour cent du nombre de logements publics ou subventionnés à réaliser en vue d'atteindre le ratio logement de dix pour cent.

§ 2. Le poids de chaque commune, dans la tranche est établi selon la formule :

Bonus = LM pondéré commune / Somme LM pondérés communes

où LM pondéré commune = LM commune * (Logements éligibles / 0,1 * Objectif)

où :

— LM commune est le nombre de ménages de la commune;

— Objectif correspond au nombre de logements que la commune doit créer afin d'atteindre un ratio logement de 10 pour cent. Le rapport entre le nombre de logements éligibles et 10 % de l'Objectif est limité à 1;

— Somme LM pondérés communes est la somme des LM pondérés des communes bénéficiant de la tranche.

§ 3. L'enveloppe budgétaire allouée à cette tranche est répartie proportionnellement entre les communes sur la base du poids obtenu pour chaque commune, en application du § 2.

§ 4. Les statistiques utilisées pour la répartition de la tranche Bonus sont les suivantes :

1) le nombre, repris dans le dernier programme d'actions, de logements publics ou subventionnés existant sur le territoire de la commune au 1^{er} janvier de l'avant-dernière année qui précède la première année de ce dernier programme d'actions;

2) le nombre, repris dans le dernier programme d'actions, de ménages de la commune au 1^{er} janvier de l'avant-dernière année qui précède la première année de ce dernier programme d'actions;

3) le nombre de logements publics ou subventionnés éligibles dans le dernier programme d'actions;

4) la liste des communes ayant un programme d'actions.

Art. L1332-17. § 1^{er}. La dotation Densité de population est répartie entre les communes dont la densité de population est inférieure à la densité de population de la Région.

La densité de population de la commune est le nombre d'habitants de la commune au kilomètre carré.

La densité de population de la Région est le nombre d'habitants de la Région au kilomètre carré.

§ 2. Le poids de chaque commune, dans la dotation est établi selon la formule :

Densité = ((Densité Région - Densité commune)/Somme écarts)

où

— Densité commune est la densité de population de la commune;

— Densité Région est la densité de population de la Région;

— Somme écarts est la somme des écarts entre la densité de population des communes bénéficiant de la dotation et la densité de population de la Région;

§ 3. L'enveloppe budgétaire allouée à cette dotation est répartie proportionnellement entre les communes sur la base du poids obtenu pour chaque commune, en application du § 2.

§ 4. Les statistiques utilisées pour la répartition de la dotation sont les suivantes :

1) le nombre d'habitants au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de répartition;

2) la superficie en hectare (ha) au 1^{er} janvier de l'année qui précède celle de la répartition.

Art. L1332-18. § 1^{er}. La dotation chef-lieu d'arrondissement ou de province est répartie entre les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de province.

§ 2. Le poids de chaque commune, dans la dotation, est établi selon la formule :

Chef-lieu = (Population de l'arrondissement + Population de la province)/(Population de la Région × 2)

Les deux fonctions peuvent être cumulées.

§ 3. L'enveloppe budgétaire allouée à cette dotation est répartie proportionnellement entre les communes sur la base du poids obtenu pour chaque commune, en application du § 2.

§ 4. La statistique utilisée pour la répartition de la dotation chef-lieu d'arrondissement ou de province est le nombre d'habitants au 1^{er} janvier de l'année qui précède celle de la répartition.

Art. L1332-19. La quote-part définitive de chaque commune dans le Fonds des communes est la somme de la dotation minimale visée à l'article L.1332-8 et des dotations visées à l'article L1332-9.

Art. L1332-20. Trois avances trimestrielles sont versées aux communes sur leur quote-part définitive dans le Fonds des communes.

Les avances sont versées au plus tard le dernier jour ouvrable du 2^e mois de chaque trimestre et sont égales à trente pour cent de la quote-part attribuée l'année précédant l'année de répartition pour les deux premiers trimestres et à vingt-cinq pour cent pour le troisième trimestre.

Le solde de la quote-part définitive est liquidé au plus tard pour le 1^{er} décembre de l'année de répartition.

Art. L1332-21. Si le montant global des avances versées à une commune est supérieur à la quote-part définitive qui lui revient, la différence sera récupérée selon les principes définis par le Gouvernement.

Art. L1332-22. Il sera dû aux communes, à charge du budget des recettes et dépenses de la Région, des intérêts de retard sur les avances et le solde de la quote-part définitive qui n'auraient pas été versés conformément à l'article L1332-20.

Ces intérêts sont calculés au taux EURIBOR une semaine sur une base journalière jusqu'à complet règlement.

Art. L1332-23. Tous les deux ans, un rapport conjoint est rédigé, à destination du Gouvernement wallon, par les services de la Région qui ont en charge la tutelle et le suivi sur les pouvoirs locaux, et le budget. Ce rapport comprend notamment :

- une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis par le mode de répartition du Fonds des communes;
- l'impact du coût du refinancement des communes sur les finances régionales;
- l'évolution de la situation financière des communes.

Le Gouvernement wallon est chargé de le transmettre au Parlement wallon.

Art. L1332-24. § 1^{er} Il sera dû aux communes, à l'exclusion des villes de Charleroi et de Liège, une dotation complémentaire si leur quote-part dans le Fonds des communes telle que définie à l'article L1332-19 est inférieure à leur quote-part de l'année de répartition 2008.

§ 2. Cette dotation complémentaire est équivalente à la différence entre la quote-part de l'année de répartition et la quote-part de l'année de répartition 2008.

§ 3. Pour bénéficier de cette dotation complémentaire :

- les communes doivent bénéficier d'une dotation Logement publics et subventionnés visée à l'article L1332-14;
- les taux des taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et au précompte immobilier de l'année de répartition ne peuvent être inférieurs aux taux de l'année 2008.

§ 4. Cette dotation complémentaire est à charge du budget des recettes et des dépenses de la Région de l'année de répartition suivante.

Art. L1332-25. § 1^{er}. Une dotation complémentaire est allouée à la ville de Charleroi si la quote-part nette dans le Fonds des communes de la ville de Charleroi est inférieure à 134,59 millions d'euros, indexée à partir de l'année de répartition 2009 sur base du pourcentage d'évolution.

§ 2. La quote-part nette dans le Fonds des communes de la ville s'entend de la quote-part revenant à la ville telle que définie à l'article L1332-19, majorée des moyens complémentaires octroyés en 2008 à la ville dans le cadre du prêt d'aide extraordinaire à long terme en vue de couvrir ses charges de pension et arrêté annuellement à 12,4 millions d'euros, dont à déduire l'intervention de la ville de vingt pour cent dans les charges ce prêt.

§ 3. Cette dotation complémentaire est à charge du budget des recettes et des dépenses de la Région de l'année de répartition suivante.

§ 4. Le Gouvernement procédera à l'évaluation de l'application du présent article en 2018.

Art. L1332-26. § 1^{er}. Une dotation complémentaire est allouée à la ville de Liège si la quote-part nette dans le Fonds des communes de la ville de Liège est inférieure à 110,87 millions d'euros, indexée à partir de l'année de répartition 2009 sur base du pourcentage d'évolution.

§ 2. La quote-part nette dans le Fonds des communes de la ville s'entend de la quote-part revenant à la ville telle que définie à l'article L1332-19, dont à déduire l'intervention de la ville de vingt pour cent dans les charges du prêt d'aide extraordinaire à long terme octroyé en 2008 à la ville en vue de couvrir sa charge résiduelle de pension.

§ 3. Cette dotation complémentaire est à charge du budget des recettes et des dépenses de la Région de l'année de répartition suivante.

§ 4. Le Gouvernement procédera à l'évaluation de l'application du présent article en 2018. »

Art. 2. Par dérogation à l'article L1332-20, pour l'année de répartition 2008, trois avances trimestrielles sont versées aux communes sur leur quote-part définitive dans le Fonds des communes.

Les avances sont versées au plus tard le dernier jour ouvrable du 2^{ème} mois de chaque trimestre et sont égales à vingt-cinq pour cent de leur quote-part de la dotation principale de l'année de répartition 2007.

Le solde de la quote-part définitive est liquidé au plus tard pour le 1^{er} décembre de l'année de répartition 2008.

Art. 3. En annexe 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est inséré le tableau suivant :

Annexe 2 : Dotation minimale (article L1332-8)

INS	Communes	Dotation minimale garantie actualisée 2008
25005	Beauvechain	773.169,07
25014	Braine-l'Alleud	3.356.498,13
25015	Braine-le-Château	1.050.310,85
25018	Chaumont-Gistoux	1.016.850,94
25023	Court-Saint-Etienne	1.070.534,30
25031	Genappe	1.521.033,29
25037	Grez-Doiceau	1.071.063,96
25043	Incourt	551.275,16
25044	Ittre	847.670,01
25048	Jodoigne	1.363.661,06
25050	La Hulpe	877.527,73
25068	Mont-Saint-Guibert	661.724,03
25072	Nivelles	4.923.286,47
25084	Perwez	874.058,85
25091	Rixensart	1.957.183,96
25105	Tubize	3.262.313,49
25107	Villers-la-Ville	1.105.887,31
25110	Waterloo	2.961.901,02
25112	Wavre	3.329.548,80
25117	Chastre	798.822,02
25118	Hélécine	462.593,51
25119	Lasne	1.220.272,05
25120	Orp-Jauche	962.016,49
25121	Ottignies-Louvain-la-Neuve	5.608.342,71
25122	Ramillies	726.981,78
25123	Rebecq	1.434.089,97
25124	Walhain	646.026,63
51004	Ath	5.613.909,85
51008	Belœil	2.233.342,28
51009	Bernissart	2.710.256,14
51012	Brugellette	697.538,62
51014	Chièvres	1.235.383,23
51017	Ellezelles	882.708,46
51019	Flobecq	580.519,53
51065	Frasnes-lez-Anvaing	1.805.646,09

INS	Communes	Dotation minimale garantie actualisée 2008
52010	Chapelle-lez-Herlaimont	3.749.313,48
52011	Charleroi	134.591.150,98
52012	Châtelet	9.645.202,89
52015	Courcelles	5.803.724,50
52018	Farciennes	4.602.281,48
52021	Fleurus	4.740.953,07
52022	Fontaine-l'Évêque	3.835.548,57
52025	Gerpennes	1.257.915,27
52043	Manage	5.421.910,52
52048	Montigny-le-Tilleul	1.160.873,52
52055	Pont-à-Celles	2.176.257,35
52063	Seneffe	2.217.852,14
52074	Aiseau-Presles	2.662.428,64
52075	Les Bons Villers	1.124.799,95
53014	Boussu	5.816.854,78
53020	Dour	4.388.680,81
53028	Frameries	5.301.358,52
53039	Hensies	1.796.480,32
53044	Jurbise	1.186.828,03
53046	Lens	695.449,96
53053	Mons	29.456.547,06
53065	Quaregnon	5.863.216,18
53068	Quiévrain	2.166.712,95
53070	Saint-Ghislain	4.561.280,75
53082	Colfontaine	7.538.729,26
53083	Honnelles	845.022,74
53084	Quévy	1.175.527,46
54007	Mouscron	14.145.152,22
54010	Comines-Warneton	4.473.500,51
55004	Braine-le-Comte	2.403.455,92
55010	Enghien	1.391.595,81
55022	La Louvière	23.059.515,21
55023	Lessines	2.947.784,21
55035	Le Rœulx	1.140.774,58
55039	Silly	973.082,13
55040	Soignies	4.686.205,29
55050	Ecaussinnes	2.192.497,76
56001	Anderlues	2.972.017,71
56005	Beaumont	1.369.413,05
56011	Binche	7.259.680,25
56016	Chimay	2.335.109,24
56022	Erquelinnes	2.105.299,82
56029	Froidchapelle	1.128.411,32
56044	Lobbès	810.290,41
56049	Merbes-le-Château	964.185,59
56051	Momignies	1.910.182,24
56078	Thuin	2.584.949,99
56085	Estinnes	1.495.907,36
56086	Ham-sur-Heure-Nalinnes	1.316.230,73
56087	Morlanwelz	4.476.037,04

INS	Communes	Dotation minimale garantie actualisée 2008
56088	Sivry-Rance	1.019.915,14
57003	Antoing	1.907.598,25
57018	Celles	1.086.092,40
57027	Estaimpuis	2.032.425,37
57062	Pecq	1.009.593,27
57064	Péruwelz	3.638.977,69
57072	Rumes	913.582,98
57081	Tournai	14.883.861,48
57093	Brunehaut	1.436.111,26
57094	Leuze-en-Hainaut	2.263.783,59
57095	Mont-de-l'Enclus	575.374,31
61003	Amay	2.155.605,41
61010	Burdinne	486.627,51
61012	Clavier	806.117,67
61019	Ferrières	778.751,95
61024	Hamoir	693.711,80
61028	Héron	701.735,30
61031	Huy	6.569.354,72
61039	Marchin	934.790,65
61041	Modave	590.443,14
61043	Nandrin	630.024,56
61048	Ouffet	465.032,75
61063	Verlaine	512.046,68
61068	Villers-le-Bouillet	910.669,94
61072	Wanze	2.019.646,84
61079	Anthisnes	596.679,84
61080	Engis	1.619.071,90
61081	Tinlot	409.232,63
62003	Ans	3.787.589,69
62006	Awans	1.161.879,41
62009	Aywaille	1.775.595,82
62011	Bassenge	1.277.699,32
62015	Beyne-Heusay	2.161.511,92
62022	Chaufontaine	2.188.816,84
62026	Comblain-au-Pont	995.927,93
62027	Dalhem	811.831,68
62032	Esneux	1.515.904,94
62038	Fléron	2.637.231,75
62051	Herstal	8.852.500,57
62060	Juprelle	1.038.419,91
62063	Liège	129.072.108,97
62079	Oupeye	4.899.975,92
62093	Saint-Nicolas	5.653.358,66
62096	Seraing	23.781.923,84
62099	Soumagne	2.282.203,85
62100	Sprimont	1.596.054,59
62108	Visé	3.565.161,75
62118	Grâce-Hollogne	4.313.856,10
62119	Blegny	1.859.814,65
62120	Flémalle	6.399.502,53

INS	Communes	Dotation minimale garantie actualisée 2008
62121	Neupré	967.669,88
62122	Trooz	1.263.269,70
63003	Aubel	621.321,30
63004	Baelen	733.670,33
63020	Dison	5.493.850,63
63035	Herve	2.435.066,86
63038	Jalhay	986.176,04
63045	Lierneux	824.156,22
63046	Limbourg	987.431,89
63049	Malmedy	2.021.499,82
63057	Olne	458.133,98
63058	Pepinster	1.536.953,41
63072	Spa	1.560.822,76
63073	Stavelot	1.339.312,72
63075	Stoumont	608.227,52
63076	Theux	1.512.550,96
63079	Verviers	13.217.436,45
63080	Waimes	1.617.561,52
63084	Welkenraedt	1.516.618,47
63086	Trois-Ponts	629.447,81
63088	Plombières	1.872.447,03
63089	Thimister-Clermont	786.339,09
64008	Berloz	437.713,06
64015	Braives	829.244,43
64021	Crisnée	396.046,31
64023	Donceel	435.821,50
64025	Fexhe-le-Haut-Clocher	560.562,63
64029	Geer	465.483,72
64034	Hannut	1.824.266,93
64047	Lincet	479.258,76
64056	Oreye	589.398,18
64063	Remicourt	665.920,28
64065	Saint-Georges-sur-Meuse	1.069.874,00
64074	Waremme	2.483.124,12
64075	Wasseiges	452.904,40
64076	Faimes	492.228,48
81001	Arlon	9.468.821,86
81003	Attert	1.530.575,68
81004	Aubange	5.900.059,82
81013	Martelange	854.752,25
81015	Messancy	2.500.331,33
82003	Bastogne	4.963.622,53
82005	Bertogne	1.037.752,77
82009	Fauvillers	789.484,58
82014	Houffalize	1.260.385,12
82032	Vielsalm	1.689.572,80
82036	Vaux-sur-Sûre	1.624.478,24
82037	Gouvy	1.348.515,09
82038	Sainte-Ode	688.013,91
83012	Durbuy	2.449.575,05

INS	Communes	Dotation minimale garantie actualisée 2008
83013	Erezée	698.854,82
83028	Hotton	1.108.203,13
83031	La Roche-en-Ardenne	1.333.859,59
83034	Marche-en-Famenne	4.004.511,39
83040	Nassogne	1.051.957,13
83044	Rendeux	750.021,83
83049	Tenneville	657.987,37
83055	Manhay	846.588,22
84009	Bertrix	1.848.871,39
84010	Bouillon	1.535.887,01
84016	Daverdisse	471.012,94
84029	Herbeumont	532.170,18
84033	Léglise	1.340.323,06
84035	Libin	949.826,41
84043	Neufchâteau	1.480.919,51
84050	Paliseul	1.257.825,78
84059	Saint-Hubert	1.065.373,49
84068	Tellin	672.533,04
84075	Wellin	815.820,45
84077	Libramont-Chevigny	1.888.170,48
85007	Chiny	1.286.267,68
85009	Etalle	1.358.411,58
85011	Florenville	1.697.035,98
85024	Meix-devant-Virton	762.313,13
85026	Musson	1.178.779,80
85034	Saint-Léger	906.212,04
85039	Tintigny	1.122.657,32
85045	Virton	3.859.401,11
85046	Habay	2.222.051,16
85047	Rouvroy	1.331.993,76
91005	Anhée	1.238.626,61
91013	Beauraing	1.946.395,48
91015	Bièvre	960.089,99
91030	Ciney	2.214.524,34
91034	Dinant	3.535.693,90
91054	Gedinne	1.051.316,08
91059	Hamois	1.202.345,95
91064	Havelange	1.208.061,76
91072	Houyet	1.147.996,49
91103	Onhaye	735.047,79
91114	Rochefort	2.392.633,93
91120	Somme-Leuze	1.295.444,80
91141	Yvoir	1.241.199,00
91142	Hastière	2.048.654,77
91143	Vresse-sur-Semois	1.002.317,03
92003	Andenne	4.010.697,38
92006	Assesse	856.509,64
92035	Eghezée	1.768.765,29
92045	Floreffe	1.041.727,54
92048	Fosses-la-Ville	1.567.353,93

INS	Communes	Dotation minimale garantie actualisée 2008
92054	Gesves	854.336,02
92087	Mettet	1.992.189,66
92094	Namur	28.784.162,68
92097	Ohey	846.021,18
92101	Profondeville	1.364.009,17
92114	Sombreffe	1.062.791,55
92137	Sambreville	6.082.280,36
92138	Fernelmont	875.798,77
92140	Jemeppe-sur-Sambre	3.358.218,92
92141	La Bruyère	987.647,03
92142	Gembloux	2.540.342,79
93010	Cerfontaine	1.112.351,80
93014	Couvin	3.682.102,99
93018	Doische	984.923,06
93022	Florennes	1.960.396,98
93056	Philippeville	1.734.835,94
93088	Walcourt	2.343.131,47
93090	Viroinval	2.091.759,61

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon 810 (2007-2008), n^{os} 1 à 10.

Compte rendu intégral, séance publique du 9 juillet 2008.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 juillet 2008.

Votes.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2446

[2008/202625]

15 JULI 2008. — Decreet tot wijziging van Boek III, Titel III, Hoofdstuk II van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie van 22 april 2004 tot vaststelling van de regels voor de algemene financiering van de Waalse gemeenten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De artikelen L1332-27 tot en met L1332-31 van Hoofdstuk II, Titel III, Boek III, van het eerste deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, worden opgeheven.

De artikelen L1332-1 tot en met L1332-26 van Hoofdstuk II, Titel III, Boek III, van het eerste deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, worden vervangen door volgende bepalingen :

« Art. L1332-1. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op alle gemeenten van het Gewest, behalve de gemeenten van het Duitse taalgebied.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden de statistieken verstaan met uitsluiting van de gegevens betreffende de gemeenten gelegen op het grondgebied van het Duitse taalgebied.

§ 3. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

— het Gewest : het Gewest, behalve de gemeenten van het Duitse taalgebied;

— het verdelingsjaar : het begrotingsjaar;

— de GHVG-rekening : de gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten en de provincies, geopend bij de overeenkomstsluitende financiële instelling, opgericht bij het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een "Centre régional d'aide aux communes" dat moet zorgen voor de opvolging van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, en de latere wijzigingen ervan;

— de openbare of gesubsidieerde woningen :

* de transit- of inschakelingswoningen die als dusdanig opgetrokken en bewoond worden;

* de woningen beheerd of verhuurd door de openbare huisvestingsmaatschappij(en) gelegen op het gemeentelijk grondgebied;

* de sociale of middelgrote woningen die door de openbare huisvestingsmaatschappij of een lokale overheid werden verkocht sinds tien jaar (1998);

* de verhuurde woningen die eigendom zijn van de gemeente, het O.C.M.W. of het autonome bedrijf;

* de woningen waarvan het beheer in handen is van een agentschap voor sociale huisvesting, een vereniging ter bevordering van de huisvesting, een openbare huisvestingsmaatschappij of een VZW;

* de woningen opgericht door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië, FLW);

* de woningen beheerd door de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

behalve de kamers van de rust- en verzorgingstehuizen;

— het actieprogramma : het tweejaarlijks actieprogramma voor huisvesting dat iedere gemeente moet opstellen krachtens artikel 188 van de Waalse Huisvestingscode, goedgekeurd door de Regering overeenkomstig artikel 189 van de Code;

— de in aanmerking komende woningen : de gezamenlijke woningen waarvan sprake in het actieprogramma;

— het woningcijfer : de in procenten uitgedrukte verhouding tussen openbare of gesubsidieerde woningen en het totale aantal gezinnen.

§ 4. In dit hoofdstuk wordt de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het betrokken begrotingsjaar in het evolutiepercentage inbegrepen.

In afwachting van de definitieve vaststelling van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het betrokken begrotingsjaar worden de bedragen aangepast aan de geraamde procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het betrokken begrotingsjaar, zoals bepaald bij de economische begroting waarvan sprake in artikel 108, g, van de wet van 21 december 1994.

Art. L1332-2 Ten laste van de begroting van ontvangsten en uitgaven van het Gewest worden ingesteld :

— een jaarlijkse algemene dotatie, "Fonds spécial de l'Aide sociale" (Bijzonder Fonds voor Sociale Hulp, FSAS) genoemd, om de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Gewest te financieren;

— een algemene dotatie, "Allocation CRAC" genoemd, om de rekening van het Hulpcentrum te financieren;

— een jaarlijkse algemene dotatie, "Fonds des communes" (Gemeentefonds) genoemd, om de gemeenten van het Gewest te financieren, overeenkomstig de criteria bepaald in dit hoofdstuk.

Art. L1332-3. Het "Fonds spécial de l'Aide sociale" wordt jaarlijks vastgesteld op een bedrag dat minstens gelijk is aan het bedrag van het voorgaande jaar, aangepast aan het evolutiepercentage dat verhoogd wordt met één percent vanaf 2010. Het bedraagt 47.030.800 euro voor het verdelingsjaar 2008.

Art. L1332-4. Er wordt jaarlijks een bedrag toegewezen aan de "Allocation CRAC". Het bedraagt 30.616.000 euro, waaronder 10.616.000 euro vanaf het verdelingsjaar 2009 aangepast worden aan het evolutiepercentage, dat verhoogd wordt met één percent vanaf 2010.

Art. L1332-5. Het "Fonds des communes" wordt jaarlijks vastgesteld op een bedrag dat minstens gelijk is aan het bedrag van het voorgaande jaar, aangepast aan het evolutiepercentage dat verhoogd wordt met één percent vanaf 2010. Het bedraagt 928.370.000 euro voor het verdelingsjaar 2008.

Art. L1332-6. Het "Fonds des communes" is een dotatie zonder bijzondere toewijzing. Het karakter ervan wordt geenszins gewijzigd indien criteria in verband met sommige activiteiten van gemeenten gehanteerd worden.

Art. L1332-7. Het "Fonds des communes" wordt verdeeld volgens de regels en de volgorde bepaald in volgende artikelen.

Art. L1332-8. § 1. Er wordt aan elke gemeente een minimumdotatie toegekend ter hoogte van een bedrag waarvan sprake in bijlage 2 bij dit Wetboek.

§ 2. Voor het verdelingsjaar 2008 is de minimumdotatie gelijk aan het bedrag waarvan sprake in bijlage 2 bij dit Wetboek. De minimumdotatie wordt vervolgens jaarlijks met één twintigste van het initiële bedrag waarvan sprake in bijlage 2 verlaagd.

Art. L1332-9. Na aftrek van de minimumdotatie waarvan sprake in artikel L1332-8 wordt het saldo van het "Fonds des communes" in vijf dotaties verdeeld die beantwoorden aan volgende begrotingskredieten :

- 1) 30 percent toegewezen aan de dotatie fiscale perequatie;
- 2) 53 percent toegewezen aan de dotatie externaliteiten;
- 3) 7 percent toegewezen aan de dotatie openbare of gesubsidieerde woningen;
- 4) 5,5 percent toegewezen aan de dotatie bevolkingsdichtheid;
- 5) 4,5 percent toegewezen aan de dotatie arrondissementen- of provinciehoofdplaats.

Art. L1332-10. De dotatie fiscale perequatie bestaat uit twee schijven :

- 1) de schijf perequatie van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gelijk aan 22 percent van het saldo van het "Fonds des communes";
- 2) de schijf perequatie van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing, gelijk aan 8 percent van het saldo van het "Fonds des communes".

Art. L1332-11. § 1. De schijf perequatie van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting wordt verdeeld tussen de gemeenten waarvan het belastingpotentieel lager is dan het belastingpotentieel van het Gewest voor een bepaald aanslagjaar.

Het belastingpotentieel van de gemeente is de waarde, per inwoner, van één percent van de globale opbrengst van de personenbelasting, behalve de opbrengst van de aanvullende gemeentebelasting, ingekohierd tijdens een aanslagjaar op het grondgebied van de gemeente.

Het belastingpotentieel van het Gewest is de waarde, per inwoner, van één percent van de globale opbrengst van de personenbelasting, behalve de opbrengst van de aanvullende gemeentebelastingen, ingekohierd tijdens een aanslagjaar op het grondgebied van het Gewest.

§ 2. Het gewicht van elke gemeente in de schijf wordt vastgesteld volgens de formule :

$$PB = (\text{Potentieel PB Gewest} - \text{Potentieel PB gemeente}) * \text{Aanslagvoet gemeente} * \text{Bevolking}$$

waarbij

- Potentieel PB Gewest gelijk is aan het belastingpotentieel van het Gewest;
- Potentieel PB gemeente gelijk is aan het belastingpotentieel van de gemeente;
- Aanslagvoet gemeente gelijk is aan de gemeentelijke aanslagvoet van de aanvullende belasting op de personenbelasting;
- Bevolking gelijk is aan het aantal inwoners van de gemeente.

§ 3. Het begrotingskrediet dat aan die schijf wordt toegekend, wordt op grond van het gewicht van elke gemeente verhoudingsgewijs verdeeld tussen de gemeenten, overeenkomstig § 2.

§ 4. De statistieken die gebruikt worden voor de verdeling van de schijf perequatie van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting zijn de volgende :

- 1) de opbrengst van de personenbelasting van het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar;
- 2) het aantal inwoners op 1 januari van het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar;
- 3) de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting met betrekking tot het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.

Art. L1332-12. § 1^{er}. De schijf perequatie van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing wordt verdeeld tussen de gemeenten waarvan het belastingpotentieel lager is dan het belastingpotentieel van het Gewest voor een bepaald aanslagjaar.

Het belastingpotentieel van de gemeente is de waarde, per inwoner, van honderd opcentiemen van het totaal belastbaar kadastraal inkomen van de bebouwde of onbebouwde gewone goederen gelegen op het gemeentelijk grondgebied.

Het belastingpotentieel van het Gewest is de waarde, per inwoner, van honderd opcentiemen van het totaal belastbaar kadastraal inkomen van de bebouwde of onbebouwde gewone goederen gelegen op het gemeentelijk grondgebied.

§ 2. Het gewicht van elke gemeente in de schijf wordt vastgesteld volgens de formule :

$$OV = (\text{Potentieel OV Gewest} - \text{Potentieel OV gemeente}) * (\text{Aanslagvoet gemeente}/100) * \text{Bevolking}$$

waarbij

- Potentieel OV Gewest gelijk is aan het belastingpotentieel van het Gewest;
- Potentieel OV gemeente gelijk is aan het belastingpotentieel van de gemeente;
- Aanslagvoet gemeente gelijk is aan de gemeentelijke aanslagvoet van de aanvullende belasting op de onroerende voorheffing;
- Bevolking gelijk is aan het aantal inwoners van de gemeente.

§ 3. Het begrotingskrediet dat aan die schijf wordt toegekend wordt op grond van het gewicht van elke gemeente verhoudingsgewijs verdeeld tussen de gemeenten, overeenkomstig § 2.

§ 4. De statistieken die gebruikt worden voor de verdeling van de schijf perequatie van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing zijn de volgende :

- 1) het totaalbedrag van het belastbaar kadastraal inkomen van de bebouwde en onbebouwde gewone goederen op 1 januari van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar;
- 2) het aantal inwoners op 1 januari van het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar;
- 3) de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing met betrekking tot het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.

Art. L1332-13. § 1. De dotatie externaliteiten wordt tussen de gemeenten verdeeld vanaf het genormeerde uitgavenniveau.

Het niveau van de genormeerde uitgaven van een gemeente wordt bepaald op grond van haar bevolking, gewogen door de verhouding tussen de aanslagvoeten van de aanvullende belastingen op de personenbelasting en de onroerende voorheffing van de betrokken gemeente en de gemiddelde aanslagvoeten van het Gewest.

§ 2. Voor elke gemeente worden de genormeerde uitgaven berekend volgens de formule :

Genormeerde Uitgaven = $[A + (B * \text{bevolking}) + (C * \text{bevolking} * \text{bevolking})] * (\text{aanslagvoet PB gemeente} / \text{gemiddelde aanslagvoet PB}) * (\text{aanslagvoet OV gemeente} / \text{gemiddelde aanslagvoet OV})$

waarbij

- A gelijk is aan - 243.985,9;
- B gelijk is aan - 794,5123;
- C gelijk is aan - 0,005604;
- bevolking gelijk is aan het aantal inwoners van de gemeente;
- aanslagvoet PB gemeente gelijk is aan de aanslagvoet van de aanvullende gemeentelijke belasting op de personenbelasting;
- gemiddelde aanslagvoet PB gelijk is aan het gewestelijke gemiddelde van de aanslagvoeten van de aanvullende gemeentelijke belasting op de personenbelasting;
- aanslagvoet OV gemeente gelijk is aan de aanslagvoet van de aanvullende gemeentelijke belasting op de onroerende voorheffing;
- gemiddelde aanslagvoet OV gelijk is aan het gewestelijk gemiddelde van de aanslagvoeten van de aanvullende gemeentelijke belasting op de onroerende voorheffing.

§ 3. Het begrotingskrediet dat aan die dotatie wordt toegekend, wordt op grond van het gewicht van elke gemeente verhoudingsgewijs verdeeld tussen de gemeenten, overeenkomstig § 2.

§ 4. De statistieken die gebruikt worden voor de verdeling van de dotatie externaliteiten zijn de volgende :

- 1) het aantal inwoners op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar;
- 2) de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting met betrekking tot het aanslagjaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.
- 3) de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing met betrekking tot het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.

Art. L1332-14. De dotatie openbare of gesubsidieerde woningen bestaat uit twee schijven : de schijf Stock en de schijf Bonus, waarvan de saldopercentages in het "Fonds des communes" als volgt evolueren :

Verdelingsjaar	Schijf Stock	Schijf Bonus
2008-2009	3,50 %	3,50 %
2010-2011	4,00 %	3,00 %
2012-2013	4,50 %	2,50 %
2014-2015	5,00 %	2,00 %
2016-2017	5,50 %	1,50 %
Vanaf 2018	6,00 %	1,00 %

Art. L1332-15. § 1. De schijf Stock levert voordeel op voor de gemeenten waarvan het woningcijfer hoger is dan of gelijk is aan tien percent.

§ 2. Het gewicht van elke gemeente in de schijf wordt vastgesteld volgens de formule :

Stock = $\text{gewogen OW gemeente} / \text{Som gewogen OW gemeenten}$

waarbij $\text{gewogen OW gemeente} = \text{OW gemeente} * ((\text{Basishuur} - \text{Huur onbewoonde w}) / \text{Geïnde huur})$

waarbij

- OW gemeente het aantal openbare of gesubsidieerde woningen van de gemeente is; dat aantal wordt beperkt tot het aantal gelijk aan twintig percent van het aantal gezinnen;

- Basishuur het totaal van de basishuurgelden is van alle sociale woningen gevestigd op het grondgebied van de gemeente;
- Huur onbewoonde w het totaal is van de huurgelden van de onbewoonde sociale woningen;
- Geïnde huur het totaal is van de werkelijke geïnde huurgelden van de sociale woningen;
- Som gewogen OW gemeenten de som is van de gewogen OW van de gemeenten die in aanmerking komen voor de schijf.

§ 3. Het begrotingskrediet dat aan die schijf wordt toegekend, wordt op grond van het gewicht van elke gemeente verhoudingsgewijs verdeeld tussen elke gemeente, overeenkomstig § 2.

§ 4. De statistieken die gebruikt worden voor de verdeling van de schijf Stock zijn de volgende :

- 1) het in het laatste actieprogramma opgenomen aantal openbare of gesubsidieerde woningen die op het grondgebied van de gemeente bestaan op 1 januari van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van dat laatste actieprogramma;
- 2) het in het laatste actieprogramma opgenomen aantal gezinnen van de gemeente op 1 januari van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van dat laatste actieprogramma;
- 3) de huurgelden waarvan sprake in § 2, lid 2, hebben betrekking op 1 januari van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van dat laatste actieprogramma.

Art. L1332-16. § 1. De schijf Bonus levert voordeel op voor de gemeenten waarvan het woningcijfer hoger is dan tien percent :

- 1) voor de gemeenten waarvan het woningcijfer gelijk is aan of hoger is dan vijf percent dient het actieprogramma de oprichting van minstens één in aanmerking komende woning in te houden;
- 2) voor de gemeenten waarvan het woningcijfer lager is dan vijf percent dient het actieprogramma de oprichting van in aanmerking komende woningen in te houden van minstens vijf percent van het aantal openbare of gesubsidieerde woningen die opgetrokken moeten worden om het woningcijfer van tien percent te bereiken.

§ 2. Het gewicht van elke gemeente in de schijf wordt vastgesteld volgens de formule :

Bonus = gewogen GW gemeente/Som gewogen MW gemeenten

waarbij gewogen GW gemeente = GW gemeente * (In aanmerking komende gemeenten/0,1 * Doelstelling)

waarbij

- GW gemeente het aantal gezinnen in de gemeente is;
- Doelstelling overeenstemt met het aantal woningen dat de gemeente moet optrekken om een woningcijfer van tien percent te halen. De verhouding tussen het aantal in aanmerking komende woningen en 10 % van de Doelstelling wordt beperkt tot 1;
- Som gewogen GW gemeenten is de som van de gewogen GW van de gemeenten die in aanmerking komen voor de schijf.

§ 3. Het begrotingskrediet dat aan die schijf wordt toegekend, wordt op grond van het gewicht van elke gemeente verhoudingsgewijs verdeeld tussen elke gemeente, overeenkomstig § 2.

§ 4. De statistieken die gebruikt worden voor de verdeling van de schijf Bonus zijn de volgende :

- 1) het in het laatste actieprogramma opgenomen aantal openbare of gesubsidieerde woningen die op het grondgebied van de gemeente bestaan op 1 januari van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van dat laatste actieprogramma;
- 2) het in het laatste actieprogramma opgenomen aantal gezinnen van de gemeente op 1 januari van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van dat laatste actieprogramma;
- 3) het aantal openbare of gesubsidieerde, in het laatste actieprogramma in aanmerking komende gezinnen;
- 4) de lijst van de gemeenten met een actieprogramma.

Art. L1332-17. § 1. De dotatie Bevolkingsdichtheid wordt verdeeld tussen de gemeenten waarvan de bevolkingsdichtheid lager is dan de bevolkingsdichtheid van het Gewest.

De bevolkingsdichtheid van de gemeente is het aantal inwoners van de gemeente per vierkante kilometer.

De bevolkingsdichtheid van het Gewest is het aantal inwoners van het Gewest per vierkante kilometer.

§ 2. Het gewicht van elke gemeente in de dotatie wordt vastgesteld volgens de formule :

Dichtheid = ((Dichtheid Gewest - Dichtheid gemeente)/Som verschillen)

waarbij

- Dichtheid gemeente de bevolkingsdichtheid in de gemeente is;
- Dichtheid Gewest de bevolkingsdichtheid in het Gewest is;
- Som verschillen de som is van de verschillen tussen de bevolkingsdichtheid van de gemeenten die de dotatie krijgen en de bevolkingsdichtheid van het Gewest.

§ 3. Het begrotingskrediet dat aan die dotatie wordt toegekend, wordt op grond van het gewicht van elke gemeente verhoudingsgewijs verdeeld tussen de gemeenten, overeenkomstig § 2.

§ 4. De statistieken die gebruikt worden voor de verdeling van de dotatie zijn de volgende :

- 1) het aantal inwoners op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het verdeelingsjaar;
- 2) de oppervlakte in hectare (ha) op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan de verdeling.

Art. L1332-18. § 1. De dotatie arrondissement- of provinciehoofdplaats wordt verdeeld tussen de gemeenten die hoofdplaats zijn van een arrondissement of van een provincie.

§ 2. Het gewicht van elke gemeente in de dotatie wordt vastgesteld volgens de formule :

Hoofdplaats = (Bevolking van het arrondissement + Bevolking van de provincie)/(Bevolking van het Gewest × 2)

Beide functies kunnen gecumuleerd worden.

§ 3. Het begrotingskrediet dat aan die dotatie wordt toegekend, wordt op grond van het gewicht van elke gemeente verhoudingsgewijs verdeeld tussen de gemeenten, overeenkomstig § 2.

§ 4. De statistiek die gebruikt wordt voor de verdeling van de dotatie Arrondissements- of provinciehoofdplaats is het aantal inwoners op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de verdeling.

Art. L1332-19. Het definitieve aandeel van elke gemeente in het "Fonds des communes" is de som van de minimumdotatie waarvan sprake in artikel L1332-8 en van de dotaties waarvan sprake in artikel L1332-9.

Art. L1332-20. Er worden drie kwartaalvoorschotten gestort aan de gemeenten uit hun definitieve aandeel in het "Fonds des communes".

De voorschotten worden uiterlijk de laatste werkdag van de tweede maand van elk kwartaal gestort en zijn gelijk aan dertig percent van het aandeel dat toegewezen werd in het jaar dat voorafging aan het verdelingsjaar voor de eerste twee kwartalen en aan vijftientig percent voor het derde kwartaal.

Het saldo van het definitieve aandeel wordt uiterlijk vereffend tegen 1 december van het verdelingsjaar.

Art. L 1332-21. Als het globale bedrag van de voorschotten die aan een gemeente gestort worden, hoger is dan het definitieve aandeel dat haar toekomt, wordt het verschil volgens de door de Regering bepaalde beginselen verrekend.

Art. L1332-22. De gemeenten komen in aanmerking voor nalatigheidsinteressen, ten laste van de ontvangsten- en uitgavenbegroting van het Gewest, op de voorschotten en het saldo van het definitieve aandeel die niet zouden uitbetaald zijn overeenkomstig L1332-20.

Die intresten worden op een dagelijkse basis berekend tegen de EURIBOR 1-rente tot aan de volledige betaling.

Art. L1332-23. Elke twee jaar wordt er ten behoeve van de Waalse Regering een gezamenlijk verslag opgesteld door de diensten van het Gewest die het toezicht op en de opvolging van de plaatselijke overheden en de begroting als opdracht hebben. Dat verslag omvat onder meer :

— een beoordeling van de verwezenlijking van de doelstellingen die bereikt zijn door de verdeelwijze van het "Fonds des communes";

— de impact van de kostprijs van de herfinanciering van de gemeenten op de gewestelijke financiën;

— de evolutie van de financiële toestand van de gemeenten.

De Waalse Regering is ermee belast, het verslag aan het Waalse Parlement over te maken.

Art. L1332-24. § 1. Er wordt de gemeenten, behalve de steden Charleroi en Luik, een bijkomende dotatie toebedeeld als hun zoals in artikel L1332-19 omschreven aandeel in het "Fonds des communes" lager is dan hun aandeel van het verdelingsjaar 2008.

§ 2. Die bijkomende dotatie is gelijk aan het verschil tussen het aandeel van het verdelingsjaar en het aandeel van het verdelingsjaar 2008.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor die bijkomende dotatie :

— moeten de gemeenten aanspraak kunnen maken op een dotatie Openbare en gesubsidieerde woningen zoals bedoeld in artikel L1332-14;

— mogen de aanslagvoeten van de aanvullende belastingen op de personenbelasting en de onroerende voorheffing van het verdelingsjaar niet lager zijn dan de aanslagvoeten van het jaar 2008.

§ 4. Die bijkomende dotatie is ten laste van de begroting van ontvangsten en uitgaven van het Gewest.

Art. L1332-25. § 1. Er wordt een bijkomende dotatie toegekend aan de stad Charleroi als het netto-aandeel van de stad Charleroi in het "Fonds des communes" lager is dan 134,59 miljoen euro, geïndexeerd vanaf het verdelingsjaar 2009 op basis van het evolutiepercentage.

§ 2. Het netto-aandeel van de stad in het "Fonds des communes" houdt het aandeel in dat toekomt aan de stad zoals omschreven in artikel L1332-19, verhoogd met de bijkomende middelen die in 2008 aan de stad zijn toegekend in het kader van de buitengewone hulplening op lange termijn met het oog op het dragen van haar pensioenslasten en jaarlijks vastgelegd op 12,4 miljoen euro, waaronder de bijdrage van de stad in de lasten van die lening, ter hoogte van twintig percent, afgetrokken moeten worden.

§ 3. Die bijkomende dotatie is ten laste van de begroting van ontvangsten en uitgaven van het Gewest van het volgende verdelingsjaar.

§ 4. De Regering beoordeelt de toepassing van dit artikel in 2018.

Art. L1332-26. § 1^{er}. Er wordt een bijkomende dotatie toegekend aan de stad Luik als het netto-aandeel van de stad Luik in het "Fonds des communes" lager is dan 110,87 miljoen euro, geïndexeerd vanaf het verdelingsjaar 2009 op basis van het evolutiepercentage.

§ 2. Het netto-aandeel van de stad in het "Fonds des communes" houdt het aandeel in dat toekomt aan de stad zoals omschreven in artikel L1332-19, waaronder de bijdrage van de stad in de lasten van die in 2008 aan de stad met het oog op het dragen van de overblijvende pensioenslast toegekende buitengewone hulplening op lange termijn, ter hoogte van twintig percent, afgetrokken moet worden.

§ 3. Die bijkomende dotatie is ten laste van de begroting van ontvangsten en uitgaven van het Gewest van het volgende verdelingsjaar.

§ 4. De Regering beoordeelt de toepassing van dit artikel in 2018. »

Art. 2. In afwijking van artikel L1332-20 worden er voor het verdelingsjaar 2008 drie kwartaalvoorschotten gestort aan de gemeenten uit hun definitieve aandeel in het "Fonds des communes".

Die voorschotten worden uiterlijk gestort de laatste werkdag van de tweede maand van elk kwartaal en zijn gelijk aan vijftwintig percent van hun aandeel in de hoofdotatie van het verdelingsjaar 2007.

Het saldo van het definitieve aandeel wordt uiterlijk vereffend tegen 1 december van het verdelingsjaar 2008.

Art. 3. Als bijlage 2 bij het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt volgende tabel ingevoegd :

Bijlage 2 : Minimumdotatie (artikel L1332-8)

NIS	Gemeente	Bijgewerkte gegarandeerde minimumdotatie 2008
25005	Bevekom	773.169,07
25014	Eigenbrakel	3.356.498,13
25015	Kasteelbrakel	1.050.310,85
25018	Chaumont-Gistoux	1.016.850,94
25023	Court-Saint-Etienne	1.070.534,30
25031	Genepiën	1.521.033,29
25037	Graven	1.071.063,96
25043	Incourt	551.275,16
25044	Itter	847.670,01
25048	Geldenaken	1.363.661,06
25050	Terhulpen	877.527,73
25068	Mont-Saint-Guibert	661.724,03
25072	Nijvel	4.923.286,47
25084	Perwijs	874.058,85
25091	Rixensart	1.957.183,96
25105	Tubeke	3.262.313,49
25107	Villers-la-Ville	1.105.887,31
25110	Waterloo	2.961.901,02
25112	Waver	3.329.548,80
25117	Chastre	798.822,02
25118	Hélécine	462.593,51
25119	Lasne	1.220.272,05
25120	Orp-Jauche	962.016,49
25121	Ottignies-Louvain-la-Neuve	5.608.342,71
25122	Ramillies	726.981,78
25123	Rebecq	1.434.089,97
25124	Walhain	646.026,63
51004	Ath	5.613.909,85
51008	Belœil	2.233.342,28
51009	Bernissart	2.710.256,14
51012	Brugellette	697.538,62
51014	Chièvres	1.235.383,23
51017	Elzele	882.708,46
51019	Vloesberg	580.519,53
51065	Frasnes-lez-Anvaing	1.805.646,09
52010	Chapelle-lez-Herlaimont	3.749.313,48
52011	Charleroi	134.591.150,98
52012	Châtelet	9.645.202,89
52015	Courcelles	5.803.724,50
52018	Farciennes	4.602.281,48
52021	Fleurus	4.740.953,07

NIS	Gemeente	Bijgewerkte gegarandeerde minimumdotatie 2008
52022	Fontaine-l'Évêque	3.835.548,57
52025	Gerpennes	1.257.915,27
52043	Manage	5.421.910,52
52048	Montigny-le-Tilleul	1.160.873,52
52055	Pont-à-Celles	2.176.257,35
52063	Seneffe	2.217.852,14
52074	Aiseau-Presles	2.662.428,64
52075	Les Bons Villers	1.124.799,95
53014	Boussu	5.816.854,78
53020	Dour	4.388.680,81
53028	Frameries	5.301.358,52
53039	Hensies	1.796.480,32
53044	Jurbise	1.186.828,03
53046	Lens	695.449,96
53053	Bergen	29.456.547,06
53065	Quaregnon	5.863.216,18
53068	Quiévrain	2.166.712,95
53070	Saint-Ghislain	4.561.280,75
53082	Colfontaine	7.538.729,26
53083	Honnelles	845.022,74
53084	Quévy	1.175.527,46
54007	Moeskroen	14.145.152,22
54010	Komen-Waasten	4.473.500,51
55004	's-Gravenbrakel	2.403.455,92
55010	Edingen	1.391.595,81
55022	La Louvière	23.059.515,21
55023	Lessen	2.947.784,21
55035	Le Rœulx	1.140.774,58
55039	Opzullik	973.082,13
55040	Zinnik	4.686.205,29
55050	Ecaussinnes	2.192.497,76
56001	Anderlues	2.972.017,71
56005	Beaumont	1.369.413,05
56011	Binche	7.259.680,25
56016	Chimay	2.335.109,24
56022	Erquelinnes	2.105.299,82
56029	Froidchappelle	1.128.411,32
56044	Lobbès	810.290,41
56049	Merbes-le-Château	964.185,59
56051	Momignies	1.910.182,24
56078	Thuin	2.584.949,99
56085	Estinnes	1.495.907,36
56086	Ham-sur-Heure-Nalinnes	1.316.230,73
56087	Morlanwelz	4.476.037,04
56088	Sivry-Rance	1.019.915,14
57003	Antoing	1.907.598,25
57018	Celles	1.086.092,40

NIS	Gemeente	Bijgewerkte gegarandeerde minimumdotatie 2008
57027	Estaimpuis	2.032.425,37
57062	Pecq	1.009.593,27
57064	Péruwelz	3.638.977,69
57072	Rumes	913.582,98
57081	Doornik	14.883.861,48
57093	Brunehaut	1.436.111,26
57094	Leuze-en-Hainaut	2.263.783,59
57095	Mont-de-l'Enclus	575.374,31
61003	Amay	2.155.605,41
61010	Burdinne	486.627,51
61012	Clavier	806.117,67
61019	Ferrières	778.751,95
61024	Hamoir	693.711,80
61028	Héron	701.735,30
61031	Hoei	6.569.354,72
61039	Marchin	934.790,65
61041	Modave	590.443,14
61043	Nandrin	630.024,56
61048	Ouffet	465.032,75
61063	Verlaine	512.046,68
61068	Villers-le-Bouillet	910.669,94
61072	Wanze	2.019.646,84
61079	Anthisnes	596.679,84
61080	Engis	1.619.071,90
61081	Tinlot	409.232,63
62003	Ans	3.787.589,69
62006	Awans	1.161.879,41
62009	Aywaille	1.775.595,82
62011	Bitsingen	1.277.699,32
62015	Beyne-Heusay	2.161.511,92
62022	Chaufontaine	2.188.816,84
62026	Comblain-au-Pont	995.927,93
62027	Dalhem	811.831,68
62032	Esneux	1.515.904,94
62038	Fléron	2.637.231,75
62051	Herstal	8.852.500,57
62060	Juprelle	1.038.419,91
62063	Luik	129.072.108,97
62079	Oupeye	4.899.975,92
62093	Saint-Nicolas	5.653.358,66
62096	Seraing	23.781.923,84
62099	Soumagne	2.282.203,85
62100	Sprimont	1.596.054,59
62108	Wezet	3.565.161,75
62118	Grâce-Hollogne	4.313.856,10
62119	Blegny	1.859.814,65
62120	Flémalle	6.399.502,53

NIS	Gemeente	Bijgewerkte gegarandeerde minimumdotatie 2008
62121	Neupré	967.669,88
62122	Trooz	1.263.269,70
63003	Aubel	621.321,30
63004	Baelen	733.670,33
63020	Dison	5.493.850,63
63035	Herve	2.435.066,86
63038	Jalhay	986.176,04
63045	Lierneux	824.156,22
63046	Limbourg	987.431,89
63049	Malmedy	2.021.499,82
63057	Olne	458.133,98
63058	Pepinster	1.536.953,41
63072	Spa	1.560.822,76
63073	Stavelot	1.339.312,72
63075	Stoumont	608.227,52
63076	Theux	1.512.550,96
63079	Verviers	13.217.436,45
63080	Waimes	1.617.561,52
63084	Welkenraedt	1.516.618,47
63086	Trois-Ponts	629.447,81
63088	Plombières	1.872.447,03
63089	Thimister-Clermont	786.339,09
64008	Berloz	437.713,06
64015	Braives	829.244,43
64021	Crisnée	396.046,31
64023	Donceel	435.821,50
64025	Fexhe-le-Haut-Clocher	560.562,63
64029	Geer	465.483,72
64034	Hannuit	1.824.266,93
64047	Lincet	479.258,76
64056	Oreye	589.398,18
64063	Remicourt	665.920,28
64065	Saint-Georges-sur-Meuse	1.069.874,00
64074	Borgworm	2.483.124,12
64075	Wasseiges	452.904,40
64076	Faimes	492.228,48
81001	Aarlen	9.468.821,86
81003	Attert	1.530.575,68
81004	Aubange	5.900.059,82
81013	Martelange	854.752,25
81015	Messancy	2.500.331,33
82003	Bastenaken	4.963.622,53
82005	Bertogne	1.037.752,77
82009	Fauvillers	789.484,58
82014	Houffalize	1.260.385,12
82032	Vielsalm	1.689.572,80
82036	Vaux-sur-Sûre	1.624.478,24
82037	Gouvy	1.348.515,09

NIS	Gemeente	Bijgewerkte gegarandeerde minimumdotatie 2008
82038	Sainte-Ode	688.013,91
83012	Durbuy	2.449.575,05
83013	Erezée	698.854,82
83028	Hotton	1.108.203,13
83031	La Roche-en-Ardenne	1.333.859,59
83034	Marche-en-Famenne	4.004.511,39
83040	Nassogne	1.051.957,13
83044	Rendeux	750.021,83
83049	Tenneville	657.987,37
83055	Manhay	846.588,22
84009	Bertrix	1.848.871,39
84010	Bouillon	1.535.887,01
84016	Daverdisse	471.012,94
84029	Herbeumont	532.170,18
84033	Léglise	1.340.323,06
84035	Libin	949.826,41
84043	Neufchâteau	1.480.919,51
84050	Paliseul	1.257.825,78
84059	Saint-Hubert	1.065.373,49
84068	Tellin	672.533,04
84075	Wellin	815.820,45
84077	Libramont-Chevigny	1.888.170,48
85007	Chiny	1.286.267,68
85009	Etalle	1.358.411,58
85011	Florenville	1.697.035,98
85024	Meix-devant-Virton	762.313,13
85026	Musson	1.178.779,80
85034	Saint-Léger	906.212,04
85039	Tintigny	1.122.657,32
85045	Virton	3.859.401,11
85046	Habay	2.222.051,16
85047	Rouvroy	1.331.993,76
91005	Anhée	1.238.626,61
91013	Beauraing	1.946.395,48
91015	Bièvre	960.089,99
91030	Ciney	2.214.524,34
91034	Dinant	3.535.693,90
91054	Gedinne	1.051.316,08
91059	Hamois	1.202.345,95
91064	Havelange	1.208.061,76
91072	Houyet	1.147.996,49
91103	Onhaye	735.047,79
91114	Rochefort	2.392.633,93
91120	Somme-Leuze	1.295.444,80
91141	Yvoir	1.241.199,00
91142	Hastière	2.048.654,77
91143	Vresse-sur-Semois	1.002.317,03
92003	Andenne	4.010.697,38

NIS	Gemeente	Bijgewerkte gegarandeerde minimumdotatie 2008
92006	Assesse	856.509,64
92035	Eghezee	1.768.765,29
92045	Floreffe	1.041.727,54
92048	Fosses-la-Ville	1.567.353,93
92054	Gesves	854.336,02
92087	Mettet	1.992.189,66
92094	Namen	28.784.162,68
92097	Ohey	846.021,18
92101	Profondeville	1.364.009,17
92114	Sombreffe	1.062.791,55
92137	Sambreville	6.082.280,36
92138	Fernelmont	875.798,77
92140	Jemeppe-sur-Sambre	3.358.218,92
92141	La Bruyère	987.647,03
92142	Gembloux	2.540.342,79
93010	Cerfontaine	1.112.351,80
93014	Couvin	3.682.102,99
93018	Doische	984.923,06
93022	Florennes	1.960.396,98
93056	Philippeville	1.734.835,94
93088	Walcourt	2.343.131,47
93090	Viroinval	2.091.759,61

Art. 4. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waalse Parlement, 810 (2006-2007), nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, openbare vergadering 9 juli 2008.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare vergadering 15 juli 2008.

Stemmingen.